



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

**modifiant l'autorisation, sous le régime de l'enregistrement de la société DBP AQUITAINE pour
l'exploitation d'une installation de traitement de surface (TS) des aciers inoxydables
située sur la commune de Le Barp**

**Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques n°s 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

VU le décret en date du 11 janvier 2023 nommant M.Etienne GUYOT préfet de la région Nouvelle Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud Ouest, préfet de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 délivré à la société DBP AQUITAINE pour l'exploitation d'installations de traitement de surface sur le territoire de la commune du Barp, dans la zone d'activité Eyrialis ;

VU les arrêtés préfectoraux complémentaires des 26 janvier 2012, 13 juin 2012, 5 septembre 2014 et 31 août 2016 ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société DBP Aquitaine le 25 juin 2025 et le dossier joint, dernièrement modifié le 19 décembre 2025 ;

VU le rapport de l'inspection chargée des installations classées en date du 3 février 2026 ;

VU le courrier transmis à l'exploitant le 4 février 2026 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

VU observations de l'exploitant formulées par courriel en date du 10 février 2026 ;

CONSIDÉRANT que les modifications portées à connaissance concernent la configuration des lignes de traitement de surface des métaux, le déplacement du magasin des produits chimiques et la modification des capacités de stockage, ainsi que le relevage automatique des effluents de rinçage ;

CONSIDÉRANT que les bains de DBP302 à 50 % ne sont plus classables sous la rubrique 4120 ;

CONSIDÉRANT que la quantité restante des produits dangereux visés par la nomenclature des ICPE permet de sortir du site du statut Seveso seuil Bas ;

CONSIDÉRANT qu'une nouvelle cuve de décapage, non chauffée et ne contenant pas de produits inflammables, est implantée dans l'ancien local de stockage des produits chimiques ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé par courriel du 2 février 2026 à mettre en conformité le système de désenfumage du local abritant la nouvelle cuve de décapage, et à mettre en place un système de détection automatique incendie dans ce local, avec alarme reportée en toutes circonstances vers l'extérieur ;

CONSIDÉRANT que le stockage de produits chimiques est déplacé dans un local existant ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant s'est engagé à stocker les liquides inflammables et combustibles en armoire coupe-feu 2h à l'extérieur du magasin, à mettre à niveau de désenfumage du local (2%) et à installer une détection incendie avec alarme reportée en toutes circonstances vers l'extérieur ;

CONSIDÉRANT que le local abritant la nouvelle cuve de décapage et le nouveau local de stockage de produits chimiques ne sont pas considérés comme des parties de l'installation susceptibles d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation ;

CONSIDÉRANT ainsi que les dispositions constructives fixées à l'article 3 de l'Arrêté ministériel du 3 juin 2006 ne sont pas applicables aux locaux précités ;

CONSIDÉRANT que l'article R.516-5-1 du Code de l'environnement a été abrogé par l'article 62 du décret n°2024-742 du 6 juillet 2024, et que l'obligation de constituer ces garanties financières de mise en sécurité est supprimée ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT néanmoins que les modifications impactent notamment la gestion du risque incendie, et bien que les modifications apportées ne soient pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, il y a lieu de modifier l'arrêté préfectoral de l'établissement ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1 — BÉNÉFICIAIRE ET GÉNÉRALITÉS

DBP AQUITAINE, dont le n° SIRET est n° 844 985 036 00020 et dont le siège social est situé 28 rue du Maçonnais 69800 SAINT-PRIEST, autorisée à exploiter une installation de traitement et revêtement des métaux sur le territoire de la commune du Barp (33114), à l'adresse suivante ZAE Eyrialys 4 rue René Born, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet par le dossier susvisé, les dispositions des articles suivants.

ARTICLE 2 — CLASSEMENT DES ACTIVITÉS

Les dispositions de l'article n° 1.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 août 2016, sont remplacées par les dispositions suivantes :

Rubriques ICPE		Situation demandée après modification	
N°	Intitulé	Activité	Régime
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m³	Volume total des bains :158,1 m³	A (IED)
4120-2a	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition [...] 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 tonnes b) Supérieure ou égale à 1 tonne, mais inférieure à 10 tonnes Seuil SEVESO : SB 50 tonnes ; SH 200 tonnes	≤ 45 tonnes	A
4120-1b	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition [...] 1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 tonnes b) Supérieure ou égale à 5 tonnes, mais inférieure à 50 tonnes Seuil SEVESO : SB 50 tonnes ; SH 200 tonnes	≤45 tonnes	D
4130-2b	Toxicité aiguë catégorie 3, pour l'une au moins des voies d'exposition [...] 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	< 10 tonnes	D
		→ Conditions à respecter : SOMME (4120-1b+4120-2a+4130-2) ≤ 45 tonnes	

Les installations citées à l'article 1.1 – ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'usine annexé à l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007.

L'établissement est classé IED au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement par dépassement du seuil pour la rubrique suivante : 3260.

L'exploitant est en mesure de justifier en tout temps son positionnement vis-à-vis de la règle de cumuls de la directive Seveso 3.

ARTICLE 3 — SORTIE DU STATUT SEVESO SEUIL BAS

L'article n° 1.2 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 août 2016, et les articles 29.3 et 29.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sont abrogés.

ARTICLE 4 — DESCRIPTION DU SITE ET DES ACTIVITÉS

Les dispositions de l'article n° 1.3 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 août 2016, sont remplacées par les dispositions suivantes :

La société DBP Aquitaine est implantée sur la section BZ du cadastre communal du Barp, parcelles n°9 et 33.

Le site occupe une surface de 7 500 m², répartie comme suit :

- Bâtiment principal : 1 920 m² de bâtiment (64 x 30 m) construit en bardage métallique, comportant :
 - un atelier de traitement de surface ;
 - une zone de traitement des eaux de rinçage du process avec évapo-concentrateur ;
 - une zone d'emballage/expédition ;
 - des bureaux surplombés d'une mezzanine avec bureaux et vestiaires ;
 - une réception de 336 m², en extension du bâtiment principal ;
 - un local de stockage des produits : destiné à stocker les produits chimiques en fûts ou bidons destinés aux activités de négoce et à l'utilisation sur site ainsi que le matériel utilisé sur les chantiers (pompes et tuyauteries) ;
- Bâtiment secondaire, 770 m² de bâtiment (44 x 17,5 m) construit en bardage métallique, comportant :
 - un local de contrôle des pièces ;
 - un local de polissage mécanique ;
 - un local de stockage ;
- 1 220 m² de voiries et parkings,
- 2 000 m² d'espaces verts non imperméabilisés,
- un bassin étanche de 280 m³, dédié à la récupération des eaux d'incendie et au rejet régulé des eaux pluviales.

L'usine est entourée de la zone industrielle et artisanale Eyrialis.

Les premières habitations sont situées à environ 1 km du site.

ARTICLE 5 — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A L'ATELIER DE TRAITEMENT DE SURFACE

Les dispositions du Titre VI de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 30 juin 2006 relatif aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 3260 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'applique à l'établissement, sous réserve des adaptations et prescriptions spécifiques énoncées dans le présent arrêté.

ARTICLE 6 — DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AU STOCKAGE DE PRODUITS CHIMIQUES ET PRODUITS TOXIQUES

Les dispositions du Titre VII de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'arrêté ministériel de prescriptions générales du 13 juillet 1998 relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 s'applique à l'établissement, sous réserve des adaptations et prescriptions spécifiques énoncées dans le présent arrêté.

ARTICLE 7 — LOCAL ABRITANT LA CUVE DE DÉCAPAGE DE 10 M³

7.1 - Le local abritant la cuve de décapage de 10 m³ est séparé de l'atelier de traitement de surface par un mur et une porte REI 120.

7.2 - Le bain de décapage n'est pas chauffé et ne contient pas de produit inflammable.

Le local dispose d'un système de détection automatique incendie, avec alarme reportée en toutes circonstances vers l'extérieur.

7.3 - L'exploitant est en mesure de justifier auprès de l'inspection des installations classées que ce local n'est pas susceptible d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

ARTICLE 8 — LOCAL DE STOCKAGE DES PRODUITS CHIMIQUES

8.1 - Le local de stockage des produits chimiques est équipé d'un système de détection automatique incendie, avec alarme reportée en toutes circonstances vers l'extérieur.

La quantité maximale de liquides stockés est de 74 m³, afin d'être en adéquation avec les capacités de rétention du local (37 m³).

Le local ne dispose d'aucune armoire électrique (installation électrique limitée à l'éclairage).

Les liquides inflammables, en quantité limitée, et les produits combustibles sont entreposés dans une armoire dédiée REI120, implantée à l'extérieur du magasin. Ce container de stockage est doté de sa propre rétention (1080 litres) et de clapets coupe-feu sur la ventilation se fermant à une température supérieure à 70°C.

8.2 - L'exploitant est en mesure de justifier auprès de l'inspection des installations classées que ce local n'est pas susceptible d'être à l'origine d'un incendie pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

ARTICLE 9 — ENTRAÎNEMENT

Les dispositions de l'article n° 32.4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le personnel appelé à intervenir est entraîné périodiquement au cours d'exercices organisés à la cadence d'une fois par semestre au minimum, à la mise en œuvre de matériels d'incendie et de secours ainsi qu'à l'exécution de diverses tâches prévues par le plan d'opération interne s'il existe.

Le chef d'établissement propose aux Services Départementaux d'Incendie et de Secours leur participation à un exercice commun annuel.

Au moins une fois par an le personnel d'intervention participe à un exercice ou à une intervention au feu réel.

ARTICLE 10 — MOYENS DE SECOURS

Les dispositions de l'article n° 32.1 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sont complétées par les dispositions suivantes :

Les besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie sont fixés à 90 m³/h pendant 2 heures.

Une réserve incendie d'une capacité de 360 m³ est disponible dans la zone industrielle, sur la parcelle BZ100. Cette réserve aérienne publique est mise à la disposition des entreprises de la ZA Eyrialis par la Communauté de Communes du Val de l'Eyre. L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées l'autorisation d'utilisation de cette réserve.

ARTICLE 11 — CONFINEMENT DES EAUX SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les dispositions de l'article n° 4.2 modifié de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les eaux pluviales ainsi que les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie sont récupérées dans un bassin de confinement obturable de 280 m³ relié au réseau pluvial de la zone industrielle d'Eyrialis.

Les dispositions de l'article n° 4.3 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un volume formant rétention de 237 m³ (bassin extérieur et rétention de l'atelier)

Ce volume est maintenu vide en permanence. Les organes de commande nécessaires à l'obturation du rejet au milieu naturel doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.

ARTICLE 12 — FOSSE DE COLLECTE DES EFFLUENTS DE LA ZONE DE TRAITEMENT DE SURFACE

Les effluents de rinçage aux abords des lignes de décapage-passivation sont collectés dans une fosse en béton de 6,6 m³ (accollée à la fosse de rétention de deux cuves de 63 m³ de décapage-passivation). Dans cette fosse, une pompe relève automatiquement les effluents vers la station de traitement « zéro rejet » du local voisin. Les effluents sont stockés en amont du traitement dans une cuve dédiée (10 m³) de la station de traitement par évapo-concentration. Cette cuve est équipée d'une surverse vers la fosse précitée de 6,6 m³, évitant tout épandage dans le local de traitement.

ARTICLE 13 — DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS

Les dispositions de l'article n° 4 de l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2007 sont remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant procède à la déclaration annuelle de ses émissions conformément à l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

ARTICLE 14 — GARANTIES FINANCIÈRES

L'arrêté préfectoral complémentaire du 5 septembre 2014 susvisé est abrogé.

ARTICLE 15 — PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ;

est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

ARTICLE 16 — DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Bordeaux :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 17 — EXÉCUTION

Le présent arrêté sera notifié à la société DBP AQUITAINE.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
 - Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine,
 - Monsieur le Maire de la commune de Le Barp,
 - Monsieur le sous-Préfet d'Arcachon,
- qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le

17 FEV. 2026

Le préfet

Pour le Préfet

Le Sous-Préfet, directeur de cabinet,

Grégory LECRU